

Zeitschrift: Wissen und Leben
Herausgeber: Neue Helvetische Gesellschaft
Band: 19 (1917)

Artikel: Les alliés mondiaux [suite]
Autor: Combe, Edouard
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-764098>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 04.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

LES ALLIÉS MONDIAUX

II — LA THÈSE DE M. DE KAY

Nous allons essayer maintenant de résumer l'ouvrage de M. de Kay. Ce n'est pas tâche facile. Non que la thèse soit compliquée; elle est d'une grande simplicité. Mais elle est exposée avec si peu de méthode, d'ordre, et avec un tel luxe de redites qu'il est difficile de s'y retrouver.

L'auteur considère les gouvernements comme incapables de résoudre la question sociale. Ils sont dominés eux-mêmes par les maîtres de l'or et du crédit, soit par un petit groupe international pour qui n'existent ni frontières, ni différences de races, de langues, de religion. Le véritable maître du monde est le Veau d'or. Sur ce point, on voit que M. de Kay est d'accord avec Goethe.

Ce groupe financier tout puissant est arrivé peu à peu à monopoliser toutes les sources de richesse, en éliminant progressivement la concurrence qui lui est nuisible. Cette élimination est un fait accompli en beaucoup de domaines. Elle aboutira au monopole mondial de la plupart des branches de production.

La haute finance ne fait aucune différence entre régimes politiques, entre systèmes de gouvernement. Tous lui sont bons, pourvu qu'ils acceptent d'être les instruments dociles de sa domination. Or la tyrannie anonyme des actions et des obligations est autrement redoutable et impitoyable que celle des rois et des empereurs.

La démocratie est une illusion, parce que le pouvoir législatif est toujours sous le contrôle des classes privilégiées. Du moment qu'un représentant des travailleurs entre au Parlement, il passe au rang des classes privilégiées et voit désormais les choses sous un angle nouveau. Ses intérêts deviennent antagonistes de ceux de ses commettants.

La concentration opérée par la haute finance a ses avantages positifs en ce qu'elle est favorable à la production. Elle élimine en effet des frais et du travail inutiles. Elle est donc économique. Or l'intérêt commun du capital et du travail est de produire le plus abondamment, le plus vite et le plus économiquement possible. Toute solution du problème économique qui cherche le remède dans une restriction artificielle de la production en vue d'augmenter la valeur des produits est fautive. Toute destruction

d'un produit naturel dans le but de „maintenir les prix“ est un crime contre l'humanité. Une réforme de la production ne doit supprimer aucun des éléments qui font sa force, mais éliminer ceux qui font sa faiblesse.

Le résultat logique d'un trust devrait être de diminuer le nombre des heures de travail et d'abaisser le prix du produit tout en augmentant les salaires grâce à l'économie réalisée dans la fabrication, la distribution et la vente. En réalité le trust élève le prix du produit, n'augmente pas les salaires et ne touche pas aux heures de travail. Tout le bénéfice réalisé va à renter des valeurs purement fictives.

Pourtant l'Etat patron n'est pas une solution, parce que l'Etat est en réalité sous la dépendance de la finance internationale, qui ne lui permettrait pas d'exploiter autrement que les entreprises privées. L'ouvrier au service de l'Etat ne toucherait pas plus le légitime produit de son travail que lorsqu'il était au service de particuliers. Il serait même moins favorisé, parce que l'Etat possède des moyens coercitifs que le particulier ne possède pas, et parce qu'une large part du produit de son travail serait gaspillée en dépenses improductives: canons, dreadnoughts et zeppelins.

L'intérêt de l'ouvrier n'est pas de détruire quoi que ce soit, parceque ce qu'il détruit est l'œuvre de ses mains et que c'est encore lui qui doit réparer la casse. Il ne doit donc toucher ni à l'outillage, ni même à la hiérarchie. Il ne doit pas faire la guerre aux trusts, mais se les soumettre. Ils lui seront très utiles. Sous le rapport de la production, capital et travail sont entièrement solidaires.

Où ils cessent de l'être, c'est lorsqu'il s'agit de partager le produit. Sous le régime ploutocratique actuel, c'est la haute finance qui s'adjuge la part du lion. Ni les chefs d'industrie, ni leurs états majors ne touchent la part qui leur revient de droit. Ils sont dépouillés comme le travail. Toutefois c'est le travail qui est le plus indignement volé. Sa part est toujours basée, non sur la valeur produite, mais sur le minimum indispensable à l'entretien de l'ouvrier.

Que la part du travail soit déterminée, non par la valeur réellement produite, mais par le minimum indispensable à l'ouvrier, c'est ce qu'aucun économiste sérieux n'essaie plus de contester. Cela résulte de ce que le travail est considéré comme une mar-

chandise, qui se vend et s'achète selon la loi de la concurrence sur un marché encombré, divisé et désorganisé, et dans des conditions tout au désavantage du travail. La faute n'en est pas aux chefs d'industrie. A part le cas exceptionnel d'un brevet ou d'un monopole de fait, aucun chef d'industrie n'est maître de fixer les salaires comme bon lui semble. Il est dominé par le marché et ne peut payer mieux que ses concurrents sous peine de sombrer. Le „bon patron“ est impuissant à remédier aux maux du salariat tant que les salariés eux-mêmes ne lui viendront pas en aide.

La bourgeoisie, contre laquelle le socialisme ameuté la classe ouvrière, n'est en réalité pas beaucoup mieux partagée que cette dernière et toutes deux sont solidaires parce que toutes deux productives et toutes deux similairement exploitées. C'est dans la bourgeoisie que se recrutent les états majors de la production utile: ingénieurs, architectes, agronomes, chimistes, physiciens. C'est elle qui fournit la grande masse des médecins, des penseurs, des philosophes, des pédagogues, des littérateurs, des artistes, éléments indispensables d'une société organisée, éléments producteurs de précieuses valeurs dont profite l'humanité entière, mais rarement rétribués selon leurs mérites. Tous ces fils de la bourgeoisie sont eux-mêmes victimes de la finance. Pas plus que les travailleurs manuels, ils ne récoltent ce qu'ils sèment.

La puissance de la finance n'a pourtant pas d'autre base que le travail sous toutes ses formes. Le capital ne devient une véritable valeur que s'il est fructifié par le travail, et le travail ne peut produire que s'il trouve un capital à féconder. La solidarité entre capital et travail est étroite: l'un n'existe pas sans l'autre.

En fait, l'homme a augmenté sa puissance de production de façon fabuleuse, à tel point qu'il produit bien au delà de ses besoins. Ce n'est pas un mal: il n'y a pas surproduction, mais insuffisante capacité de consommation de la part de la masse. Le superflu est une bonne chose, tout homme qui produit devrait y avoir part, car il n'est pas de vraie vie, digne de l'être humain, sans quelque loisir et un certain luxe, soit sans quelque superflu. Ce qui est un mal, c'est que l'excédent de production soit accaparé par ceux qui n'ont contribué en rien à le produire.

La prodigieuse puissance de production du travail humain est le résultat d'une large spécialisation. A la tête de l'effort est l'in-

telligence, qui légitimement devrait occuper le sommet de la hiérarchie. Immédiatement au-dessous vient la classe des hommes d'action et d'initiative. En fait, ni l'intelligence ni l'initiative n'occupent la place qui leur est due. Celle-ci est usurpée par la ploutocratie.

Le partage du produit du travail est effectué par la haute finance à son avantage exclusif. Une part dérisoire est affectée au travail, toujours la même, quelle que soit la valeur produite. Une autre part est affectée au capital réel : machines, outillage, locaux, pour leur loyer, leur entretien et leur amortissement. Après quoi la plus large part va à renter un capital purement imaginaire.

Ne doit être considéré comme capital réel que celui qui représente un produit du travail ou un don de la nature. Cette définition supprime d'un trait de plume la majeure partie de ce qu'on considère aujourd'hui comme des „valeurs“. Le capital réel ne forme en effet qu'une part infime du capital renté. La plus grande partie de celui-ci ne consiste qu'en valeurs fictives, représentant la capitalisation des intérêts d'un monopole, ou d'un trust, ou d'un brevet. Quand un syndicat financier se fonde, son premier soin est de lancer sur le marché des millions en papier qui ne représentent aucune valeur réelle, mais qui portent intérêt. Or cet intérêt, qui est réel, lui, est nécessairement prélevé sur le produit du travail. Ces valeurs fictives sont basées sur des monopoles, des concessions ou des privilèges qui ne devraient jamais être confiés à des particuliers.

Il en résulte que le travail de l'ouvrier va à enrichir une classe peu nombreuse de parasites d'intelligence généralement médiocre, qui ne produisent jamais rien, ni de leurs mains, ni de leur cerveau. Ce sont ces inutiles qui disposent de l'immense richesse fictive créée par leur astuce et leur action combinée, grâce au fait qu'aucune force n'existe pour faire échec à la leur. Cette force est énorme parce qu'elle dispose de l'argent et que par l'argent elle domine les gouvernements, les législateurs et toutes les forces de la société organisée. Or il n'est pas dans l'intérêt du monde de perpétuer la race des inutiles.

Cette puissance de l'argent dépend étroitement du maintien en état de sujétion de la classe laborieuse. C'est pour cela que les efforts de la haute finance tendent toujours à diviser les travailleurs,

dont les intérêts économiques sont pourtant identiques partout, en élevant entre eux les barrières de race, de nationalité, de religion. Le capital, qui est la plus internationale des forces et ne connaît aucune de ces barrières, veille jalousement à ce que les masses restent nationales. Pour maintenir sa mainmise sur les masses, la ploutocratie se sert des instruments les plus divers : du clergé, de la presse, du barreau, qu'elle a su tous domestiquer et qui dépendent d'elle pour leur subsistance.

Il existe pourtant une force qui, si elle prenait conscience d'elle-même, pourrait dicter des lois même à la finance mondiale : c'est la force combinée des travailleurs du monde entier, les „Alliés mondiaux“. Cette force est telle que par sa seule inertie elle pourrait du jour au lendemain enlever toute valeur réelle au capital total de l'humanité. Elle est si formidable que nul ne songerait à engager la lutte avec elle, si un jour elle se manifestait dans toute son ampleur. Il lui suffirait de vouloir pour imposer pacifiquement, et par les voies légales, une répartition nouvelle du produit du travail, donnant au capital réel la juste rétribution qui lui revient, répartissant le reste au prorata du travail utile de chacun, et supprimant toute rétribution au capital fictif.

Il ne s'agit pas d'attenter à la propriété, ou de supprimer la propriété. La propriété est la base de la puissance. Elle n'est un mal que concentrée en un petit nombre de mains au détriment de la masse. En s'assurant une part équitable des richesses qu'elle produit, la masse s'assurera du même coup sécurité et puissance. La propriété individuelle n'est du reste en rien contraire aux lois naturelles. Elle existe sous une forme ou sous une autre à tous les étages de la nature. Les loups chassent en bandes, mais ils vivent en paires dans des tanières qui sont à eux.

Est-ce à dire qu'il faudrait du jour au lendemain déclarer sans valeur tous les engagements pris ? Non, car ces engagements ont acquis une valeur d'échange qui leur permet d'être troqués contre des valeurs réelles. Ils sont en fait la monnaie du monde. Ils sont en outre représentés par des titres au porteur qui ne sont pas aux mains de ceux qui les ont créés. Nul n'a le droit d'annuler purement et simplement ce qui représente en somme la fortune de l'humanité, lors même que cette fortune n'a qu'une valeur purement fiduciaire. Il suffirait d'empêcher la création de nouvelles

valeurs du même genre et de procéder par extinction au remboursement des valeurs fictives au fur et à mesure de leur arrivée à échéance. La production mondiale est suffisante pour permettre cette solution en douceur, qui ne causerait aucun cataclysme et ménagerait une période de transition pendant laquelle le sort du travailleur irait sans cesse s'améliorant.

Sans doute, l'établissement de la suprématie du travail productif sur le capital fictif n'instaurera pas un régime de justice idéale qui est irréalisable et incompatible avec notre nature. Ce qu'il peut instaurer par contre, c'est un contrôle du capital assurant tout au moins la liberté, la sécurité et la paix aux travailleurs.

Une tyrannie du travail est moins à redouter que la tyrannie de la finance. Elle n'entraînerait jamais la perte de tant de vies et de valeurs.

„La ploutocratie,“ dit M. de Kay, „a prouvé qu'elle était indigne de toute confiance. Rien ne prouve que les travailleurs ne méritent pas notre confiance.“

„Je n'attribue pas,“ dit-il ailleurs, „à une toute puissante organisation des travailleurs la faculté de se diriger d'après des mobiles plus élevés que ceux qui actionnent la puissance capitaliste. Je prétends seulement que, agissant d'après les mêmes principes directeurs, les travailleurs s'assureront la possibilité de récolter ce qu'ils ont semé, pour le plus grand bien de la société dans son ensemble, et qu'en suivant la pente de leur intérêt ils supprimeront la guerre et procureront par là à l'humanité entière un bienfait sans prix, qui sans cela restera éternellement un rêve inaccessible.“

La conclusion de l'auteur est la suivante :

„La terre doit appartenir aux travailleurs. Ils l'ont payée cent fois à des gens qui n'y avaient pas plus de droits qu'eux-mêmes, et au bout du compte ils n'en possèdent pas une parcelle.“

LAUSANNE

EDOUARD COMBE

(La fin au prochain numéro.)

